



Violer la femme, tuer le peuple (partie 2)

Civils arméniens, escortés par des soldats de l'armée ottomane traversent Kharput jusqu'à une prison située près de Mezireh (aujourd'hui Elazig), avril 1915. Photo : Croix-Rouge américaine/Wikimedia Commons.

Dans le dernier numéro d'*Intersections* je m'étais intéressée aux violences à caractères sexués commises lors de génocide. J'avais alors terminé la discussion en présentant le cas de Jean-Paul Akayesu, un bourgmestre de la commune de Taba pendant le génocide, qui, en 2001, a été la première personne à être reconnu formellement coupable de viol génocidaire devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda. Il faut toutefois savoir qu'en 2001, l'idée que le viol puisse être un élément constitutif d'un génocide et relativement nouveau : il n'a été reconnu par le Conseil de sécurité des Nations Unies qu'un an auparavant. Avant cette date, le viol pouvait figurer dans la liste des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, sans aucune mention spécifique aux viols génocidaires. Il advient donc de se demander quelle est la différence entre un viol commis en temps de guerre et le viol génocidaire?

Le génocide, tel que défini par la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide signé le 9 décembre 1948, est « commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel ». Dans le même ordre d'idée, le viol génocidaire est le viol systématique dans le but d'humilier et d'instaurer la peur au sein d'une population, mais plus encore, le viol génocidaire est commis dans le but de détruire l'identité du groupe. En tant que gardienne de la prochaine génération, les femmes deviennent particulièrement susceptibles aux viols lors de génocide.

Dans le cas du génocide arménien, les viols s'accompagnent souvent de mariages forcés entre la victime – arménienne – et le violeur – ottoman. Contrairement à l'idéologie nazie qui estime que la femme autant que l'homme est porteuse de l'identité juive, pour les Ottomans ce sont les hommes qui sont porteurs de l'identité du groupe : les femmes et les enfants sont donc susceptibles à l'assimilation. Plusieurs seront donc forcées à se prostituer ou à épouser contre leur gré un musulman et à abandonner leur identité arménienne. C'est ce que raconte Yéranik Saraphian en 1920 :

Un officier turc me prit à son service et m'emmena à Constantinople. En route on me força d'abjurer ma religion, on me donna le nom musulman, Loutfié. L'officier bourreau avec qui je fus forcée de me marier après maintes résistances inutiles, se nomme Saïd Effendi.

Et si la vie de ces filles et de ces femmes est parfois sauvée par le mariage forcé, c'est bien sûr au prix de l'éradication de « l'identité arménienne » par l'abjuration de leur foi et l'abandon de leur culture. Les recherches récentes ont d'ailleurs montré que les femmes arméniennes victimes des mariages forcés sont doublement victimes du génocide : après le génocide, plusieurs seront rejetées et stigmatisées par leur famille et par la communauté arménienne.



Les viols génocidaires en Arménie ou en Bosnie avaient comme objectifs de convertir la femme à l'ethnie du violeur, que ce soit par le mariage ou la grossesse forcés. Dans les deux cas, les victimes étaient ensuite rejetées et stigmatisées par leur communauté respective. Par conséquent, la destruction du groupe passe, entre autres, par le corps de la femme.

Le cas bosniaque est quelque peu différent. On estime qu'entre 10 000 et 60 000 femmes – majoritairement des femmes musulmanes et croates – ont été violées en Bosnie au début des années 1990. Ici, l'utilisation de « camps du viol » a particulièrement marqué l'imaginaire collectif. Les viols perpétrés par les Serbes dans ces camps ne visaient pas simplement à humilier les membres du groupe, mais il avait le but bien précis de provoquer la grossesse chez les victimes. Les Serbes comme les Ottomans

pour les femmes arméniennes, les victimes de viols en Bosnie doivent par la suite vivre avec les blessures et les traumatismes liés au viol. Dans une culture où l'honneur de la femme est central, une femme violée devient en quelque sorte un paria de la société. Non seulement doivent-elles élever l'enfant né du viol, mais les femmes qui ont été violées, particulièrement celles qui étaient célibataires – sont souvent reniées par les membres de leur famille et sont marginalisées par leur communauté d'origine.

Le Tribunal pénal international pour le Rwanda qui a débuté en 1994 a été quant à lui le premier à reconnaître le crime de viol génocidaire et à le présenter comme un acte perpétré contre un membre d'un groupe dans le but de détruire ce même groupe. Contrairement aux deux cas précédents, dans l'idéologie hutue les femmes tutsies sont elles aussi porteuses de l'identité du groupe. Le viol précède donc bien souvent la mise à mort. Plusieurs sources rapportent les propos de Pauline Nyiramasuhuko, ministre de la Famille et du Développement de la femme sous le régime du président Hayarimana lors des premiers jours des massacres : « Avant de tuer les femmes, vous devez d'abord les violer ». Nyiramasuhuko sera quelques années plus tard la première femme à être reconnue du crime de génocide et de crimes contre l'humanité, notamment pour avoir incité aux viols. De façon générale, les viols sont souvent des préludes aux massacres. Pour celles qui survivent, la destruction ne s'arrête toutefois pas au viol. En effet, selon des rapports récents, plusieurs génocidaires auraient délibérément transmis le sida aux victimes dans le but d'infliger une mort lente et douloureuse. Selon certaines estimations, près de 70% des survivantes du viol au Rwanda ont contracté le V.I.H. et la plupart finiront par en mourir.

Les viols génocidaires en Arménie ou en Bosnie avaient comme objectifs de convertir la femme à l'ethnie du violeur, que ce soit par le mariage ou la grossesse forcés. Dans les deux cas, les victimes étaient ensuite rejetées et stigmatisées par leur communauté respective. Par conséquent, la destruction du groupe passe, entre autres, par le corps de la femme. En revanche, l'objectif du viol des femmes tutsies au Rwanda est d'abord et avant tout de donner la mort, que ce soit par la transmission du sida, par la pénétration d'objets coupants ou par les viols successifs. Si les hommes tutsis tombent souvent rapidement sous les coups de machettes, les femmes vont être victimes d'une destruction beaucoup plus lente, mais qui entraîne elle aussi la destruction du groupe.

Marie-Michèle Doucet
Collège militaire royal



estiment que ce sont les hommes qui sont porteurs de l'identité du groupe, la femme et sa future progéniture peuvent donc être assimilées aux groupes des ravisseurs. Et si la plupart des observateurs s'entendent pour dire que ces viols faisaient partie d'un programme officiel dans le cadre du nettoyage ethnique, les dirigeants serbes nient l'existence d'une directive officielle incitant aux viols des femmes musulmanes et croates en Bosnie. Comme

Isn't time that more Canadian journals review historical films?

As I write this article, the 2019 Toronto International Film Festival is just about to come to an end. One of the most prestigious film festivals in the world, TIFF has long been a marquee event on Toronto's social calendar. This year the festival featured a number of historical films, documentaries and docudramas. Indeed, the winner of the TIFF People's Choice Award was *Jojo Rabbit* -- an off-beat Nazi Germany-set "anti-hate satire," about a young German boy who discovers a Jewish girl hiding in his home and consults with his imaginary best friend, Adolf Hitler, who is played by author and director, Taika Waititi. But there were plenty of other thought-provoking films and documentaries (e.g. *One Day in the life of Noah Piugattuk*, and the *True History of Ned Kelly*) for the historically-minded at TIFF.

The quality and quantity of these cinematic spectacles got me thinking: Isn't about time that more Canadian academic journals review historical films, documentaries and docudramas?

It has been more than a decade since the historian David Frank stated that "film is at last coming into its own as a subject of study in Canada, stimulated by a widening interest in social and cultural history and by the successes of Canadian film-makers in a global industry." And yet, with the exception of *BC Studies*, none of the major academic journals that are dedicated to furthering our knowledge of our collective past review films.

This is not the case elsewhere. South of the border, the *American Historical Review* has been reviewing films of historical interest on an on-and-off-again basis since 1988. An AHR Forum in the December issue of that year examined "the problems and possibilities of portraying history on film" and it was decided that the opportunities outweighed the difficulties. Thereafter, one AHR issue a year featured a section of reviews by historians of films, which were organized according to continent. Until 1995, Robert A. Rosenstone -- a leading international scholar in the study of the relationship between history and the visual media -- edited the annual feature. Two years later the film reviews were placed after the "Reviews of Books" section, indicating a desire on the part of those at the AHR that films should be treated similarly to books. In a further step in that direction, in 2004, film reviews were merged with the book review section. Throughout this period, the AHR reviewed roughly thirty films a year. In addition, the AHR printed articles addressing specific films of historical interest, especially those that provoked debate and discussion, like Oliver Stone's *JFK*, Spike Lee's *Malcolm X*, and Steven Spielberg's *Schindler's List*.

Having suspended its film reviews in February 2006 due to the "widespread dissatisfaction with the nature and scope of the

Having suspended its film reviews in February 2006 ... those at the AHR are now back to believing that "the scholarly monograph is no longer, if it ever was, the sole outlet for professional historians to disseminate their research and ideas."

journal's treatment of the medium," those at the AHR are now back to believing that "the scholarly monograph is no longer, if it ever was, the sole outlet for professional historians to disseminate their research and ideas." As far as I am concerned this is a good development for the historical profession, and more Canadian journals should follow the AHR's lead.

I say this because visual literacy is an essential tool for citizenship in any free society. While unfortunate, the evidence suggests that more and more well-educated Canadians are learning much of their history from film or television. It is reasonable, therefore, that at least some attention we normally devote to the critical reviewing of books should be extended to critical reviews of historical films and documentaries. Historical films should not be seen as a threat to history but an opportunity to engage audiences. As Monica MacDonald, a specialist in public history who holds a PhD in communications and culture from York University, has recent noted, "film has helped to shape how and what we know, as well as how and what we do not know, about the Canadian past."

Even the most inaccurate film can prompt questions, spark debate, and sharpen our ability to assess and analyse material. These skills are essential not only for the understanding of history, but also for making sense of the world in which we now live. After all, our current informational environment is full of fiction, satire, misinformation, propaganda and, yes, "fake news." But this has always been the case. And if we can think critically about visual media, then we will make better judgments and decisions. Given this, we should be educating our students to use audiovisual sources to raise questions about the past and the present. They should not be left either to believe or disbelieve what they see on the silver scene. Rather they should be encouraged to understand the visual media for what it is: One of the many available sources of information. This is why more Canadian journals should review movies, documentary and docudramas on a regular basis.

Matthew Bellamy
Carleton University